



Organisation des Nations Unies pour
l'éducation, la science et la culture



Le bulletin d'information
du Secteur de l'éducation
de l'UNESCO

L'éducation AUJOURD'HUI

POPULATIONS RURALES, LES OUBLIEES DE L'EDUCATION

AU SOMMAIRE

APPRENTISSAGES



L'école sans la faim, p. 2

DOSSIER



Loin des villes,
point d'éducation, p. 4

EDUCATION POUR TOUS



Le second souffle de l'E-9, p. 8

EN BREF



D'un continent l'autre, p. 10

Si l'éducation pour tous doit devenir un jour une réalité, il faudra que les systèmes éducatifs couvrent, dans chaque pays, les régions les plus isolées. Mais les gouvernements sont-ils décidés à garantir une éducation aux populations rurales et en ont-ils les moyens ? La réponse dans notre dossier.

EDITO

Lorsqu'on me demande où en sont nos actions en faveur de l'Education pour tous, je réponds que beaucoup de pays ont bien du chemin à faire mais que l'organisation de la campagne est en bonne voie. Les quatre grandes catégories d'acteurs de l'EPT, gouvernements des pays en développement, organisations de la société civile, donateurs bilatéraux et organisations intergouvernementales, font désormais un excellent travail d'équipe. A l'intérieur de chaque pays, la coordination s'est améliorée et les intervenants agissent dans un cadre défini par les autorités nationales, au lieu de travailler chacun dans leur coin.

Les différentes organisations internationales se sont réparties la tâche afin de se consacrer aux objectifs qui correspondent le mieux à leurs compétences. La Banque mondiale gère l'Initiative accélérée de financement destinée à promouvoir la généralisation de l'enseignement primaire. Après des débuts hésitants, l'Initiative s'est avérée d'une importance décisive pour répondre au défi de l'EPT. L'UNICEF coordonne les actions en faveur de la scolarisation des filles et celles visant à établir la parité entre les sexes dans l'enseignement.

Pour atteindre les objectifs de l'Education pour tous, il faudra aller là où les populations non scolarisées et sans instruction sont les plus nombreuses. Ce qui nous conduit en Asie du Sud et en Afrique subsaharienne, en particulier dans les zones rurales de ces immenses régions. *L'éducation aujourd'hui* aborde dans ce numéro la question de l'éducation des populations rurales, éducation qui se heurte à la discrimination, consciente ou non, dont souffrent trop souvent ceux qui habitent loin des villes.

J'observe à travers le monde bien des évolutions encourageantes. Il n'est pas surprenant qu'elles soient dues en général au transfert des responsabilités aux populations rurales elles-mêmes. Certains Etats indiens, comme le Karnataka et le Madhya Pradesh, progressent vers l'EPT à grands pas parce qu'ils ont délégué le pouvoir aux *panchayat*, les conseils locaux. Autre ingrédient du succès, la volonté politique. La Chine a placé l'éducation et les communications au cœur de sa politique de développement de l'ouest du pays. Autre exemple encore, j'ai constaté à Oman que le gouvernement est déterminé à construire des écoles et à recruter des enseignants en appliquant les mêmes critères sur tout le territoire.

L'UNESCO incite tous les pays à mettre au service des populations rurales une vraie volonté politique nationale conjuguée à la délégation de pouvoirs au niveau local. Pendant des dizaines d'années encore, 60 % de la population mondiale vivra en milieu rural. Or l'humanité dépend des populations rurales et celles-ci dépendent d'une éducation.

John Daniel

Sous-Directeur général pour l'éducation

L'école sans la faim

Dans le nord du Mali, un programme qui assure aux écoliers un repas quotidien a fait grimper en flèche le nombre d'élèves, surtout parmi les filles.

En cette journée torride de novembre, des rires et des cris d'enfants qui jouent retentissent dans l'air du désert. C'est la récréation à l'école primaire de Kadji, au nord du Mali. Le tumulte enfle quand tout à coup, silence. La cloche a sonné, c'est l'heure du déjeuner.

Des groupes d'une dizaine d'enfants s'assemblent sous les arbres et un élève place au centre une grande coupe en métal remplie de riz et de pois. Vingt coupes sont ainsi distribuées. Grâce au programme d'alimentation scolaire de l'UNESCO et du Programme alimentaire mondial (PAM), les enfants des régions autour de Gao, Kidal, Tombouctou et Mopti, dans la moitié nord du Mali, reçoivent chaque jour un déjeuner à l'école. « Il s'agit de régions particulièrement pauvres où beaucoup de parents ont du mal à assurer un repas quotidien à leurs enfants », dit Edouard Matoko, directeur du bureau de l'UNESCO à Bamako.

Trop faible scolarisation

Dans cette partie misérable du Mali, l'agriculture de subsistance, principale activité économique, souffre de conditions climatiques difficiles. La zone est aride ou semi-aride et le désert gagne chaque jour du ter-

rain. Le taux de scolarisation est le plus faible du pays, alors que la moyenne nationale atteignait péniblement 61 % en 2000. Un chiffre qui s'explique en partie par les distances que les écoliers doivent parcourir pour rejoindre leurs écoles : il leur faut parfois marcher une dizaine de kilomètres à l'aller et autant au retour.

Près de 90 000 enfants de ces régions où la faim est endémique bénéficient du programme. Des rations d'aliments secs sont distribuées aux écoles et l'on apprend aux femmes à cuisiner les repas et à calculer les calories nécessaires à chaque enfant. « La population locale gère le programme au quotidien et y contribue selon ses moyens, en fournissant par exemple le bois et la viande », explique Alain Mubalama, directeur des bureaux du PAM à Gao et Kidal.

Une prime aux filles

La perspective d'un repas sur place est particulièrement incitative pour les enfants vivant loin de leur école. « Autrefois, bon nombre d'enfants rentraient chez eux pour déjeuner et certains ne revenaient pas l'après-midi, confie un parent d'élève. Désormais, ils vont à l'école régulièrement et y restent toute la journée. »

Un des objectifs du programme est d'encourager le taux de scolarisation des filles qui, dans le nord du pays, ne dépasse pas 50 %. Celles qui sont assidues se voient remettre trois fois par an 10 litres d'huile de cuisine, un article qui pèse lourd dans le budget d'une famille. « Maintenant, les filles viennent régulièrement à l'école, constate un enseignant. Avant, elles étaient inscrites mais on ne les voyait pas toujours. »

A 15 ans, Aminata est mariée mais se rend pourtant tous les jours à l'école, preuve que les comportements évoluent. Dans de nombreux pays d'Afrique, mariages et grossesses précoces sonnent le glas des études pour les filles. « Les filles travaillent moins bien que les garçons parce qu'elles savent que, tôt ou tard, elles vont devoir quitter l'école pour se marier », déplore un enseignant. Aminata veut faire des études d'infirmière à Gao, ville distante de 8 km. Son mari est d'accord, dit-elle.

Un repas à l'école change beaucoup de choses. Les effectifs de l'école primaire de Kadji ont progressé d'un tiers entre 2000 et 2003 ; le nombre de filles a augmenté de 50 %.

Un plus pour les parents

Les parents analphabètes découvrent que leurs enfants peuvent leur être d'un grand secours avant même d'avoir achevé leurs études. « Auparavant, nous devions payer quelqu'un pour lire nos lettres ou même nous rendre à Gao pour cela, confie un parent. Maintenant que chaque famille a au moins un enfant scolarisé, nous pouvons lire nous-mêmes notre courrier et y répondre. C'est en soi un argument en faveur de l'école. »

Face à un avenir incertain, les parents commencent à penser que la scolarisation de leurs enfants peut réellement améliorer le sort de toute la population à long terme. « Aujourd'hui, affirme un parent, nous sommes sûrs que nos enfants scolarisés sauront arrêter la progression du désert et qu'ils feront le bonheur de notre village. »

Contact : Edouard Matoko, UNESCO Bamako
e-mail : f.matoko@unesco.org
Ute Meir, UNESCO Paris
e-mail : u.meir@unesco.org



© UNESCO/Teresa Murtagh

Un repas servi à l'école encourage les enfants à venir régulièrement en classe.

Apprendre au sommet

Un programme associant alphabétisation et formation professionnelle ouvre de nouveaux horizons aux habitants des villages isolés du Bhoutan.



©Hagen von BLOH

L'esprit d'entreprise, une idée nouvelle dans le village de Chungpel.

Dechen, 20 ans, habite Chungpel, un village isolé du Bhoutan. Sa famille vit, mal, d'une agriculture de subsistance. Dechen complète les revenus du foyer en tissant des étoffes traditionnelles en laine, dites *yatha*, aux motifs élaborés et aux couleurs éclatantes. Avec les autres femmes de Chungpel, qui compte 263 habitants, elle descend régulièrement jusqu'à la seule et unique route du petit royaume himalayen, la nationale qui traverse le pays d'est en ouest, à trois heures de marche du village. Là, elle troque sa production contre du riz, des fournitures pour son tissage et des objets divers. Mais depuis un an, la vie de Dechen a changé.

Des compétences nouvelles

Grâce à un projet pilote de l'UNESCO, Dechen a nettement amélioré son niveau d'alphabétisation en même temps que sa capacité à gagner de l'argent dans l'un des pays les moins développés du monde. Elle fait partie des 223 habitants de trois villages (Chungpel, Tsaidang et Rukubji) qui ont adhéré au programme de développement de l'éducation et des savoir-faire de base dans les villages. En coopération avec le gouvernement du Bhoutan, en particulier le ministère de l'Éducation et le ministère du Travail et des Ressources humaines, ce projet a été conçu pour offrir un module d'enseignement non formel qui lie alphabétisation et formation professionnelle, les cours étant dispensés dans la langue nationale, le dzonkha. « La nouveauté, c'est l'association de ces deux

types d'apprentissage, alors que l'alphabétisation et la formation professionnelle dépendent aujourd'hui de deux ministères différents », explique la coordonnatrice du projet à l'UNESCO, Margarete Sachs-Israel.

L'esprit d'entreprise

Tout en suivant des cours de tissage, de couture ou de menuiserie (une enquête préalable a défini les besoins), les habitants progressent en écriture, en lecture et en calcul, et suivent des ateliers d'initiation à la création et à la gestion d'entreprise. Comme Dechen, les élèves ont généralement moins de 30 ans et ont suivi une scolarité pendant quelques années mais ils ne savent rien de l'économie de marché et des possibilités qu'elle offre. Le programme a aussi formé des enseignants dans toutes ces disciplines, élaboré du matériel pédagogique et donné à chaque village les moyens de bâtir un centre d'apprentissage communautaire, structures dont le nombre ne cesse d'augmenter dans le pays.

Pendant six semaines, Dechen s'est rendue chaque jour au centre pour perfectionner sa technique de tissage des *yatha*. Elle a pris aussi des cours de coupe et a acquis un sens plus sophistiqué de l'esthétique et de la qualité des produits. Dans l'atelier consacré à

la création et à la gestion d'une entreprise, elle a appris à tenir un livre de comptes (fini le troc !) et à réfléchir à l'élaboration de nouveaux produits pour une clientèle diversifiée. Tandin Dorji, responsable du programme et fonctionnaire du ministère du Travail et des Ressources humaines, dit à son propos : « Dechen projette de créer une coopérative de tissage de *yatha* au bord de la route nationale, avec le soutien du bureau local de financement du développement. »

Une expérience réussie

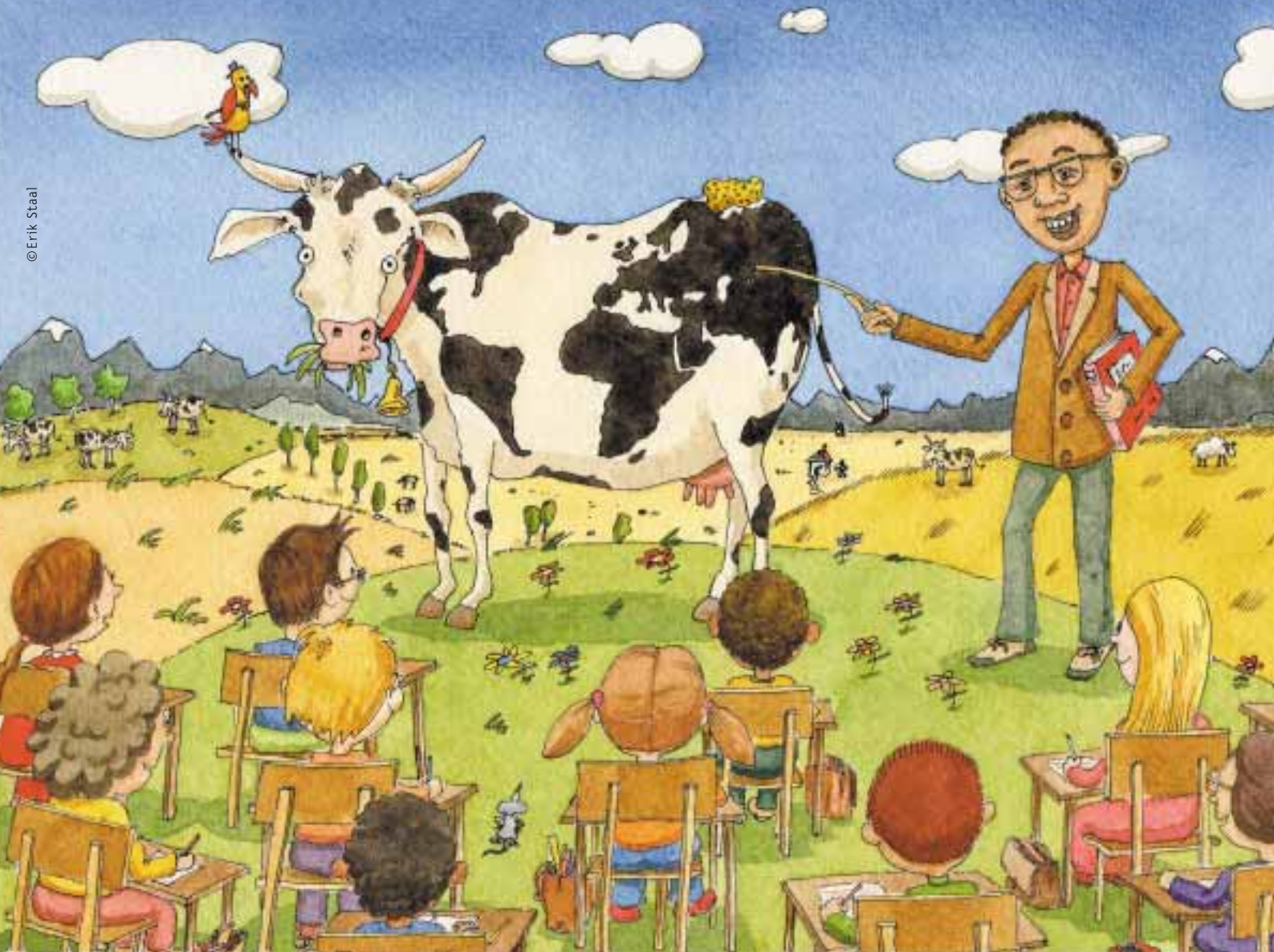
Pour Tandin Dorji, cette expérience positive est un modèle qu'il aimerait voir s'étendre aux 3 200 villages du pays. Le projet pilote a été conçu à petite échelle, avec un budget total de 80 000 dollars, financé par l'agence danoise d'aide au développement, la DANIDA ; la démarche était « adaptée, efficace, conforme aux besoins des apprenants », estime Clinton Robinson, chargé de l'évaluation du projet. Il pense que son extension contribuerait grandement à faire reculer la pauvreté dans les villages du Bhoutan. Elle encouragerait un secteur privé encore embryonnaire et créerait des emplois, tout en offrant des possibilités d'éducation et de formation aux femmes, aux jeunes non scolarisés et à d'autres groupes marginalisés.

Contact : Margarete Sachs-Israel, UNESCO Paris
e-mail : m.sachs-israel@unesco.org

Vivre à Chungpel

Chungpel se trouve à environ un jour de marche de Thimphu, la capitale du Bhoutan. Pas d'électricité ni de téléphone dans ce village qui s'enorgueillit pourtant d'un centre de soins, d'une école gérée par les habitants et d'un comité de développement des plus dynamiques, travaillant avec les autorités régionales. Après des siècles d'isolement, le Bhoutan s'est ouvert au monde moderne dans les années 1960, lorsque le gouvernement a adopté une politique de développement prudente mais déterminée. Les bénéficiaires ont été grands sur plusieurs points, démocratie, revenu par habitant, santé, éducation et infrastructures mais, compte tenu de la géographie du pays, les zones rurales – où vivent plus de 80 % des 700 000 Bhoutanais – commencent à peine à en récolter les fruits. Le taux d'alphabétisation national, estimé en 2003 à 54 %, reste inférieur à 40 % dans des villages comme Chungpel.

Populations rurales,



© Erik Staal

Grandir à la campagne aujourd'hui, c'est trop souvent grandir sans pouvoir bénéficier d'une instruction digne de ce nom. La fréquentation scolaire est généralement faible et les abandons nombreux, les plus pénalisés étant les filles, les populations montagnardes et les minorités ethniques. Cela n'a rien de surprenant lorsqu'on pense aux kilomètres que beaucoup d'enfants doivent parcourir chaque jour pour rallier une école délabrée où tout manque, mobilier, matériel pédagogique, eau potable, sanitaires et parfois même jusqu'à l'enseignant.

Les populations rurales sont souvent prises dans un cercle vicieux puisqu'elles n'ont pas accès aux services publics et aux opportunités qui leur permettraient d'échapper à la pauvreté, qu'il s'agisse de l'enseignement, d'un emploi rémunérateur, d'une alimentation correcte, d'infrastructures ou de moyens de communication. Résultat, sur 1,2 milliard de personnes vivant dans l'extrême pauvreté (avec moins d'un dollar par jour), 70 % habitent des régions rurales et, parmi elles, 85 % vivent dans trente-cinq pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine.

« C'est le reflet du désintérêt des responsables politiques pour le monde rural », reconnaît Aïcha Bah-Diallo, sous-directrice générale adjointe du Secteur de l'éducation et directrice de la Division de l'éducation de base à l'UNESCO. « Les gouvernements ne comprennent pas combien la formation des populations rurales est importante pour le développement d'un pays. »

A l'origine de cette indifférence se trouve l'ancrage citadin des responsables politiques et des décideurs. « Les habitants des régions rurales n'ont pas vraiment de poids

Les oubliées de l'éducation

L'éducation de qualité à destination des populations rurales a toujours été négligée. Les gouvernements sont nombreux à manquer de la volonté politique ou des moyens nécessaires pour répondre aux besoins des populations rurales qui, de ce fait, demeurent largement exclues des systèmes éducatifs traditionnels.

politique. Ils ont rarement gain de cause dans les arbitrages politiques sur l'attribution des ressources, surtout quand on sait que l'enseignement dans des régions isolées coûte cher », constate Lavinia Gasperini, responsable de l'éducation rurale à l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

Abhimanyu Singh, directeur à l'UNESCO de la Division de la coordination internationale et du suivi de l'Education pour tous, attribue cette situation à la faiblesse des systèmes éducatifs, qui pèchent par « une centralisation excessive, un manque de transparence et le fait qu'ils ne sont pas tenus de rendre des comptes. »

La clé du développement rural

La difficulté pour les populations rurales d'accéder à une éducation de qualité n'est pas un phénomène nouveau mais très peu de gens s'en sont soucié. Dans 20 ans, ces populations représenteront toujours plus de 60 % des pauvres de la planète, chiffre qui ne devrait pas baisser en dépit de l'amélioration sans précédent du niveau de vie dans le monde et de l'urbanisation rapide de nombreux pays en développement.

« L'éducation destinée aux populations rurales est pourtant la clé du développement des campagnes, et donc de la réduction de la pauvreté dans le monde », rappelle David Atchoarena, spécialiste de programme à l'Institut international de planification de l'éducation de l'UNESCO (IIEP). Nul ne conteste en effet qu'avec une éducation de base, les ruraux adoptent plus facilement les nouvelles technologies, améliorent leur productivité et s'adaptent mieux au changement. Une étude de la Banque mondiale estime ainsi qu'une meilleure instruction primaire pour les femmes pourrait faire progresser la production agricole de 24 %.

Seulement voilà, donner une éducation aux pauvres des zones rurales ne se fait pas par enchantement : il faut des efforts et des engagements à long terme, et des actions concertées au niveau local, national et international (voir encadré ci-dessous).

Comblent l'écart

Un des grands problèmes auxquels se heurte l'enseignement dans les zones rurales est la sous-scolarisation. Selon une estimation

donnée dans l'édition 2003-2004 du *Rapport mondial de suivi sur l'EPT*, seulement 1 % des filles et 1,6 % des garçons des campagnes éthiopiennes auraient achevé en 2000 leurs huit années d'études primaires. Une enquête de l'UNICEF réalisée dans 41 pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine entre 1990 et 1995 signale un écart d'au moins 20 points entre les taux de scolarisation des villes et des campagnes dans près de la moitié des pays. Ainsi, au Burkina Faso, 75 % des petits citadins en âge de fréquenter le

→

Un programme phare pour l'éducation des populations rurales

La reconnaissance du rapport étroit qu'entretiennent l'éducation et le développement rural a conduit au lancement du Programme phare pour l'éducation en milieu rural, à l'occasion du Sommet mondial sur le développement durable de Johannesburg, en 2002. Cette initiative s'inscrit parmi les neuf autres programmes phares destinés chacun à traiter un aspect spécifique de l'Education pour tous.

Lancée conjointement par l'UNESCO et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'initiative vise à mettre en lumière l'importance de l'éducation des populations rurales dans la lutte contre la pauvreté et la faim. Elle établit des partenariats entre les acteurs intervenant dans le domaine de l'agriculture, du développement rural et de l'éducation, et sert de trait d'union entre les gouvernements, les décideurs, les organisations internationales, les donateurs, les ONG, les chercheurs et les personnes sur le terrain. Elle compte à ce jour 86 membres, essentiellement des ONG.

C'est dans ce cadre que la FAO et l'Institut international de planification de l'éducation de l'UNESCO (IIEP) ont publié ensemble, en 2003, une étude mondiale intitulée *Education for Rural Development: Towards New Policy Responses* (« L'éducation au service du développement rural. Vers de nouvelles stratégies »), et qu'ils préparent un ouvrage sur les indicateurs permettant de suivre les évolutions de l'éducation rurale, ouvrage qui proposera également des lignes directrices aux planificateurs.

Le programme phare aide aussi les gouvernements à ajuster leurs plans nationaux en matière d'éducation afin de répondre aux besoins des populations rurales (au Mozambique et au Kosovo, par exemple). Neuf études nationales sur l'éducation des populations rurales ont ainsi été réalisées dans les Balkans et en Amérique latine. Des rencontres régionales réunissant des décideurs en matière de politique éducative et de politique agricole ont été organisées en Asie et en Amérique latine. Une autre est programmée en Afrique.

Plus d'informations sur www.unesco.org/education/efa/fr et www.fao.org/sd/erp

Populations rurales, les oubliées de l'éducation

→ primaire étaient effectivement scolarisés, contre 26 % dans les zones rurales. Ce pays a depuis adopté un plan décennal pour l'éducation de base, afin d'améliorer le taux de scolarisation dans l'ensemble du pays.

En dépit du caractère coûteux et complexe du développement rural, certains pays se sont attelés à la tâche avec succès. C'est le cas de Cuba qui a adopté une approche visant tout particulièrement les enfants des régions isolées et qui obtient aujourd'hui des résultats scolaires comparables dans les zones urbaines et rurales.

En Chine où, sur 1,3 milliard d'habitants, plus de 60 % vivent en milieu rural, le gouvernement se soucie de plus en plus des régions défavorisées. « L'éducation rurale était le maillon faible de notre système éducatif, souligne le ministre chinois de l'Education, Zhou Ji. Ce n'est plus le cas aujourd'hui. » Le gouvernement a pris toute une série de mesures : augmentation des crédits, du nombre d'enseignants et du nombre d'écoles dans les régions rurales, recours aux tech-

nologies de l'information pour relier les systèmes scolaires citadins et ruraux, aide financière aux élèves des familles les plus pauvres, modification du statut des enseignants, de *min-ban* (fonctionnaire local) à *gong-ban* (fonctionnaire de l'Etat), avec à la clé un meilleur salaire et des avantages multiples en matière de retraite, de logement ou de soins.

Le rôle vital des ONG

Dans les pays en développement, le nombre de villages disposant d'une école ne cesse d'augmenter, tandis que les enseignants sont plus nombreux à vivre sur place. Ces progrès sont le fruit des récents efforts de décentralisation mais aussi d'initiatives locales fédérant de multiples acteurs, ONG et donateurs en tête.

Le Mali, confronté à d'énormes problèmes au début des années 1980 (taux d'analphabétisme de 72 %, taux de scolarisation dans le primaire de 50 %) s'est lancé dans l'expérience des écoles primaires communautai-

res. En quelques années, du milieu des années 1990 à 1998/1999, le nombre de ces établissements a bondi de 176 à 1 428, soit près du tiers des écoles primaires maliennes. Construites et gérées par les habitants eux-mêmes, avec l'aval de l'Etat, la plupart de ces écoles reçoivent un soutien financier et technique d'ONG comme Save the Children ou World Education. « Le rôle des ONG a été capital, souligne David Atchoarena. Présentes sur place, elles sont souvent les seules à pouvoir combler le vide éducatif dans les zones rurales et ont une parfaite connaissance du terrain. » Mais les gouvernements ne peuvent éluder leurs responsabilités : c'est à eux qu'il revient, au premier chef, d'assurer à tous un enseignement primaire gratuit et obligatoire. Les ONG ne peuvent assumer seules cette tâche vitale.

Quelle décentralisation ?

Les gouvernements qui décident de travailler à l'éducation des populations rurales recourent bien souvent à la décentralisation, stratégie aussi prisée que controversée. Elle n'est pas sans risques et peut susciter des inégalités ou semer la confusion quant à la répartition des responsabilités. La décentralisation ne peut fonctionner que si les capacités locales sont suffisantes et les ressources correctement réparties : « Décentraliser les responsabilités ne suffit pas, souligne en effet Gasperini, il faut aussi décentraliser les ressources. »

Au cours des années 1990, l'Etat indien du Madhya Pradesh a fait appel à la décentralisation pour généraliser l'enseignement primaire. Le Programme d'éducation garantie vise à ce que chaque enfant ait une école à moins d'un kilomètre de chez lui. Cette structure s'engage donc à installer une école primaire dans un délai de 90 jours à tous les hameaux qui en font la demande, pourvu qu'ils comptent 40 enfants et n'abritent pas d'établissement scolaire. Le village fournit les locaux et un enseignant qualifié. Aujourd'hui, tous les enfants en âge de fréquenter le primaire sont scolarisés. « L'installation d'écoles à la demande des villages et grâce à un processus de décision décentralisé constitue un pas important vers l'accès à l'éducation de zones rurales qui sont très en retard dans ce domaine, estime Abhimanyu Singh. La difficulté consiste à

→

Un centre pour le développement rural

Le Centre international de formation et de recherche pour l'éducation rurale, ou INRULED, a été créé en 1994 à Baoding, dans la province chinoise du Hebei. Il a pour but d'encourager le développement social et économique des zones rurales grâce à l'éducation. En effet, rappelle Zhai Haihun, son directeur, « l'éducation des populations rurales se heurte à de graves problèmes comme la pauvreté, le manque d'enseignants qualifiés et des programmes d'études conçus pour les citadins. »

Affilié à l'UNESCO, le centre se consacre avant tout à la formation et à la recherche, mettant l'accent sur la coopération Sud-Sud. En dix ans d'existence, il a mené trente-deux projets de recherche. Une étude comparative réalisée dans dix pays (Australie, Chine, Inde, Indonésie, Iran, Mongolie, Népal, Pakistan, Philippines et Thaïlande) a tenté d'évaluer le rôle de l'éducation dans le développement rural ; elle est parue sous le titre *Education for Rural Transformation*. Une autre étude porte sur les enseignants des écoles rurales, et notamment sur le rapport entre le niveau de salaire des professeurs chinois et la qualité de l'enseignement.

Les bourses d'études attribuées aux chercheurs des pays en développement sont un bon exemple de coopération Sud-Sud. Les chercheurs séjournent quatre semaines en Chine, au cours desquelles ils visitent des établissements scolaires et échangent des points de vue avec leurs collègues chinois. On leur demande ensuite de comparer, par écrit, l'éducation chinoise et celle de leur propre pays. Les spécialistes africains de l'éducation rurale bénéficient de bourses pour un complément de formation.

Depuis 1999, l'INRULED a ouvert deux centres, à Nankin et Gansu.

Pour en savoir plus : www.inruled.org

→ exercer un contrôle sur ces écoles supplémentaires et à garantir la qualité de l'enseignement qu'elles dispensent. »

Motiver et inciter

Le nombre d'établissements et leur facilité d'accès sont essentiels au développement de l'éducation dans les régions rurales. La qualité et la pertinence des enseignements ne sont pas moins vitales : « A moins d'être convaincus que l'éducation va améliorer leurs conditions d'existence et celles de leurs enfants, les parents reculent devant les efforts et les sacrifices nécessaires », souligne David Atchoarena.

Pour encourager les parents à laisser leurs enfants à l'école, certains pays recourent à des mesures incitatives. Au Brésil, par exemple, un quart des 40 millions d'enfants en âge d'être scolarisés bénéficient de la Bolsa Escola, un programme national de bourses qui verse une allocation mensuelle aux familles afin que leurs enfants puissent aller régulièrement en classe. Au Niger, le taux de scolarisation a augmenté à proximité des écoles dotées d'une cantine, notamment celui des filles qui est passé de 34 à 41 % en quatre ans.

Autre enjeu crucial, la pertinence des programmes d'études pour les populations concernées. Il faut de plus que les cours soient dispensés dans leur langue, en particulier dans les régions où cohabitent plusieurs ethnies et plusieurs langues. Une solution consiste à faire appels aux compétences et aux talents du cru, à recruter et former des enseignants sur place et à élaborer des enseignements conciliant le programme national et les contenus locaux.

Une expérience intéressante à cet égard est celle qu'a lancée l'Argentine, avec son Troisième cycle d'éducation de base pour les écoles rurales, qui associe au programme national du matériel pédagogique conçu spécialement pour les écoles rurales. Les professeurs sont munis de ce matériel, assorti de la formation adéquate. « Ce programme a considérablement amélioré le taux de scolarisation et la qualité de l'enseignement dans les régions rurales pauvres », souligne Cecilia Braslavsky, directrice du Bureau international d'éducation de l'UNESCO.

Les classes à plusieurs niveaux, une vraie solution

Les classes à plusieurs niveaux sont souvent la seule solution pour proposer une éducation de qualité aux populations clairsemées qui vivent dans des zones rurales reculées. Aujourd'hui, 30 % des classes du monde sont à plusieurs niveaux. Mais malgré leur développement, les décideurs continuent à s'en désintéresser. Elles figurent rarement dans les statistiques et sont rarement l'objet de travaux de recherche. C'est ce que révèle une étude récente de l'Institut international de planification de l'éducation de l'UNESCO, intitulée *Les Classes multigrades : une contribution au développement de la scolarisation en milieu rural africain ?*

« Bien souvent, sans classe à plusieurs niveaux, il n'y a pas de classe du tout, soulignent Etienne Brunswic et Jean Valérien, auteurs de l'étude. Il ne s'agit pas d'un pis-aller. » La nécessité est en effet la première raison de ce choix. C'est grâce aux classes à plusieurs niveaux que l'Europe et l'Amérique du Nord ont généralisé l'enseignement primaire. En Amérique latine et en Asie, de nombreux pays font des miracles dans les régions rurales grâce à cette formule qui favorise la scolarisation, améliore les résultats des élèves et réduit l'absentéisme. Pour preuve, le programme Escuela Nueva colombien, qui a fait grimper le taux de scolarisation de 45 % entre 1988 et 1996. En Inde, les deux tiers des écoles primaires ont des classes à plusieurs niveaux.

Paradoxalement, alors que ce type d'enseignement pourrait résoudre le problème de l'éducation des populations rurales dans de nombreux pays africains, les gouvernements tendent à privilégier l'amélioration des écoles traditionnelles, laissant aux initiatives locales le loisir de développer les structures à plusieurs niveaux. D'où les piètres résultats de ces écoles et leur mauvaise réputation.

L'Institut international de l'UNESCO pour le renforcement des capacités en Afrique (IIRCA) travaille depuis 1999 sur un programme de classes à plusieurs niveaux en Ethiopie, en vue d'élaborer des modèles d'enseignement pour les régions isolées d'Afrique subsaharienne. Cinq écoles ont déjà été construites.

Plus en savoir plus : www.unesco-iicba.org

Et d'ajouter : « Il ne s'agit pas d'adapter les contenus à la vie rurale mais de tenter de définir au niveau national, et peut-être même mondial, les grandes compétences qui ont un sens pour tous dans un monde toujours plus interdépendant. »

L'évaluation des progrès

Dans bien des pays, l'éducation proposée aux populations rurales est désormais un sujet de réflexion. Reste à savoir comment cela se concrétise. La plupart des gouvernements produisent des statistiques sur la question mais ces chiffres ne sont pas comparables d'un pays à l'autre. L'Institut de statistique de l'UNESCO étudie actuellement un système de mesure des disparités régionales. Un autre de ses projets, mis en œuvre dans 17 pays dont le Brésil, la Chine et l'Inde,

tente d'évaluer qui a effectivement accès à une éducation de qualité et comment les ressources humaines et financières sont réparties à l'intérieur de chaque pays. L'Institut mène aussi une étude pour évaluer l'influence sur les résultats scolaires, en ville comme dans les régions rurales, du nombre d'enseignants, de l'importance des investissements par élève et de la situation sociale et économique des familles.

La question se pose donc de savoir si l'enseignement traditionnel peut répondre aux besoins des populations rurales. Au niveau mondial, les systèmes éducatifs nationaux accueillent 84 % des enfants en âge de fréquenter l'école primaire. Reste, pour les gouvernements, à donner une instruction aux 16 % restants, ceux jusqu'à qui il est plus difficile de parvenir, justement. ●

© UNESCO/Luis Alberto



Les ministres de l'Éducation des neuf pays à forte population (Bangladesh, Brésil, Chine, Égypte, Inde, Indonésie, Mexique, Nigeria et Pakistan) ont récolté une mauvaise note lors de leur dernière réunion au Caire, en décembre 2003. Une évaluation externe, qui a fait un bilan des 10 premières années d'existence de l'E-9, révèle en effet que ces pays n'ont pas assez collaboré entre eux pour réaliser l'Éducation pour tous. Fallait-il pour autant jeter l'éponge ?

« Non », ont rétorqué en cœur les pays de l'E-9, qui souhaitent au contraire relancer l'initiative et recentrer leurs efforts. « Nos pays ont plus que jamais besoin d'un espace où débattre de leurs problèmes et de leurs politiques publiques. Et un groupement international comme celui-ci favorise la circulation de l'information et la coordination des actions », souligne Alvaro Luiz Vereda de Oliveira, deuxième secrétaire de la Délégation permanente du Brésil à l'UNESCO.

En conséquence, l'UNESCO met sur pied une nouvelle structure afin de stimuler les collaborations futures (voir encadré ci-contre). Il est également envisagé d'ouvrir les partenariats, de promouvoir la coopération technique et d'améliorer la collecte et l'analyse de données chiffrées.

Une évolution prometteuse

Lancée à Delhi en 1993, l'initiative de l'E-9 vise à mobiliser les efforts en faveur de l'Éducation pour tous au sein des pays dont les scores pèsent lourd dans la réussite mondiale de l'EPT. En effet, avec 3,2 milliards d'habitants, ils représentent à eux seuls la

Le second souffle de l'E-9

La coopération est un échec mais l'Éducation pour tous a fait des progrès.

moitié de la population du globe. L'initiative engage ces neuf pays à s'unir pour garantir à leur population une éducation de base et pour réduire la croissance démographique d'ici à 2015.

Pour cette première décennie, les résultats sont positifs : l'éducation a sensiblement progressé. Dans les neuf pays, les jeunes enfants sont de plus en plus nombreux à bénéficier de soins et d'un enseignement. Le Brésil et le Mexique sont à deux doigts de parvenir à scolariser tous les enfants en âge de fréquenter le primaire. Quant à la Chine, à l'Égypte et à l'Indonésie, elles ont atteint des taux de scolarisation de plus de 90 % pour le primaire.

La scolarisation dans le secondaire a également progressé dans tous les pays pour lesquels on dispose de statistiques, à l'exception du Pakistan. Plus de 60 % des enfants en âge de fréquenter le secondaire, soit le même chiffre que dans les pays développés, étaient scolarisés en 2000 au Brésil, en Chine, en Égypte et au Mexique. Le Bangladesh, le Brésil et l'Indonésie ont

réalisé la parité entre les sexes à l'école, et l'Égypte n'en est pas loin. Au niveau du supérieur, le nombre d'inscrits, tout en restant faible, a augmenté partout.

Des retombées positives

L'alphabétisation des adultes, notamment des femmes, a fait un grand pas en avant. Le Bangladesh, la Chine, l'Inde et l'Indonésie ont réalisé les progrès les plus remarquables, et ce n'est pas un hasard si les mêmes enregistrent aussi le plus net ralentissement de la croissance démographique. Des projets de collaboration en matière d'Éducation pour tous lancés par plusieurs pays (tel que l'accord signé entre le Brésil et le Nigeria pour échanger des informations sur les bonnes pratiques) sont tout à fait prometteurs.

Voilà pour les signes encourageants. Mais les défis demeurent car les pays de l'E-9 abritent plus de 40 % des enfants non scolarisés dans le monde et 70 % des adultes analphabètes.

Contact : **Abhimanyu Singh**, UNESCO Paris
e-mail : abh.singh@unesco.org

3 questions sur l'E-9

Entretien avec **Abhimanyu Singh**, directeur de la Division de la coordination internationale et du suivi de l'EPT de l'UNESCO.

1 Dix ans après son lancement, où en est l'initiative de l'E-9 ?

Lorsque nous avons lancé l'E-9, il s'agissait, pour faire progresser l'EPT dans le monde, de faire avancer les choses dans les neuf pays à forte population. Nous devons faire en sorte que ces pays maintiennent leur engagement collectif. Ils se sont beaucoup rapprochés, ils comprennent les problèmes spécifiques à chaque continent. Le caractère transrégional d'un petit groupe international comme celui de l'E-9 est sans doute l'un de ses points forts.

2 Quel impact a eu l'initiative de l'E-9 sur les pays à forte population ?

Ces pays ont des choses à apprendre au reste du monde pour ce qui concerne la gouvernance et la gestion d'énormes systèmes éducatifs et

l'enseignement ouvert à distance. En dix ans, certains, comme la Chine, l'Inde ou le Brésil, ont connu une croissance économique sans précédent et sont devenus des acteurs mondiaux incontournables. Il est difficile d'établir un lien direct avec l'E-9 mais le groupe se fait mieux entendre aujourd'hui.

Ces pays vont beaucoup influencer sur les chiffres. Les gouvernements attachent de l'importance au *Rapport mondial de suivi sur l'EPT*, qui classe chaque année les pays en fonction de leurs résultats et évalue la possibilité pour chacun de réaliser les objectifs de Dakar. Cette évaluation devrait encourager les pays à progresser ; parallèlement, ils exigeront sans doute de l'UNESCO des données plus précises et plus récentes.



Le Grand Lobby décolle

Plus de 100 pays participent au Grand Lobby, événement central de la Semaine de l'Éducation pour tous (19-25 avril), consacrée cette année aux enfants privés d'école. Une façon, pour les enfants, de rappeler aux instances nationales qu'elles se sont engagées à donner une éducation de qualité à tous leurs jeunes administrés. Le 20 avril, les enfants ont donc présenté leurs exigences devant les parlements nationaux. Ils ont écrit aux chefs d'Etat et aux Premiers Ministres, créé une carte de leur village ou de leur quartier signalant les enfants non scolarisés et invité les élus à visiter leurs écoles.

Ce n'est pas tout. Les bureaux hors Siège de l'UNESCO ont organisé des « marches à l'école » pour attirer l'attention sur un obstacle redoutable à l'éducation pour tous, à savoir l'éloignement de l'école pour nombre d'élèves. Accompagnés de personnalités et de journalistes, les responsables des bureaux feront avec les enfants le long trajet jusqu'à l'école.

Pour en savoir plus :
www.unesco.org/education/efaweek2004 ;
www.campaignforeducation.org

Autour du monde

→ Le Bureau de l'UNESCO à Beyrouth a réuni, du 20 au 23 janvier, la Conférence régionale des ministres de l'Éducation des pays arabes afin de tirer les enseignements des plans nationaux d'EPT et d'élaborer une vision commune pour des actions futures.

→ Les ministres de l'Éducation des 15 Etats membres de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) se sont réunis, les 9 et 10 janvier à Accra, pour débattre du rôle de l'éducation dans le renforcement des liens entre les pays de la région et pour définir la stratégie de la CEDEAO en matière d'éducation.

→ L'UNESCO et la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC) ont organisé, les 15 et 16 janvier, un atelier destiné à mobiliser les ministres de l'Éducation de la zone CEMAC en faveur de l'EPT.

→ Les ministres et ministres adjoints des pays de l'Asie du Sud se sont réunis les 4 et 5 décembre 2003 à Islamabad, au Pakistan, pour débattre de coopération en matière d'éducation.

→ Koïchiro Matsuura, Directeur général de l'UNESCO, s'est adressé aux ministres de l'Éducation du Pacifique, réunis le 29 janvier à Samoa. Ceux-ci ont examiné les actions à entreprendre pour parvenir à une éducation pour tous de qualité.

→ Du 11 au 13 décembre 2003 s'est tenue, en Bolivie, la deuxième réunion d'organisations de la société civile latino-américaine souhaitant influencer sur les politiques publiques en matière d'éducation.

→ L'Inde, en collaboration avec le ministère américain du Travail et l'Organisation internationale du travail, a lancé le 16 février un programme de 40 millions de dollars visant à éliminer le travail des enfants. Ce programme concerne 80 000 enfants employés dans dix secteurs industriels dangereux.

→ Afin de promouvoir les objectifs de l'EPT, les bureaux de l'UNESCO et de l'UNICEF en Amérique latine décerneront à partir de 2004 trois prix annuels pour l'EPT, qui récompenseront un gouvernement, une ONG, une école et un village ou un quartier.

Financer efficacement l'EPT

C'est presque une tradition. Chaque année, le personnel du Secteur de l'éducation de l'UNESCO sélectionne une série de projets en faveur de l'éducation pour tous. Les meilleurs d'entre eux, ceux qui s'inscrivent dans le programme de renforcement des capacités pour l'EPT, sont financés et mis en œuvre. En 2003, 24 projets ont ainsi bénéficié d'un financement provenant d'un nouveau compte multilatéral de l'UNESCO.

En centralisant leurs contributions sur ce compte, le Danemark, la Finlande, l'Islande, la Norvège et la Suède sont à l'avant-garde d'une nouvelle forme de financement destinée au renforcement des

capacités pour l'EPT. L'accord a été signé en novembre 2003. Cette année-là, les pays nordiques ont versé cinq millions de dollars.

« Le processus de sélection des meilleurs projets a sans doute été le plus rigoureux que nous ayons jamais mis en œuvre au Secteur de l'éducation », commente le Sous-Directeur général de l'UNESCO pour l'éducation, John Daniel. Les projets retenus sont très divers : écoles pour des enfants des rues et des enfants qui travaillent, promotion de l'égalité entre les sexes par la redéfinition des programmes d'études, renforcement des capacités des ONG afin qu'elles puissent influencer sur la planification de l'éducation, etc.

Le passage d'une approche bilatérale à une approche multilatérale a-t-il été difficile pour les donateurs ? « C'était plutôt une prise de conscience et un apprentissage, explique Tor Gjerde du NORAD, l'agence norvégienne de coopération pour le développement. L'ancien système ne fonctionnait plus. » Les acteurs de cette mutation sont quasi unanimes : la démarche antérieure, qui consistait à financer beaucoup de petits projets, était trop fragmentée pour être efficace. Les pays bénéficiaires dépensaient aussi trop d'énergie à rendre des comptes aux donateurs. « Désormais, les représentants des pays et les donateurs ne se rencontrent qu'une fois par an », précise Margareta Husen du SIDA, l'agence d'aide internationale suédoise.

Autre innovation, les projets à petite échelle ont été mis de côté au profit du renforcement des capacités des systèmes éducatifs. Les pays donateurs privilégient désormais « des programmes et des thèmes : ils préfèrent épauler des politiques plutôt que de construire des crèches », résume John Daniel.

Contact : Svein Osttveit, UNESCO Paris
 e-mail : s.osttveit@unesco.org

3 Les pays de l'E-9 n'ont pas assez coopéré entre eux. Que compte faire l'UNESCO pour remédier à cela ?

L'évaluation externe repose sur une méthode erronée mais elle a un avantage : elle critique l'initiative en tant que cadre de coopération entre les pays. Les gouvernements pensent néanmoins que le jeu en vaut la chandelle et affirment qu'ils veulent conserver cette idée de groupement. Ils demandent aussi à être écoutés.

Nous avons décidé de renforcer la structure administrative. Un secrétariat tournant, qui changera de pays tous les deux ans, sera chargé du suivi comme des réunions ministérielles. Chacun des neuf pays aura un point focal ne travaillant que sur l'E-9.

Triste record pour l'Asie

L'Institut de statistique de l'UNESCO vient de publier son rapport régional sur l'Asie du Sud et de l'Est, qui fournit des chiffres récents sur l'éducation dans 22 pays, des Philippines à l'est, à l'Afghanistan et à l'Iran à l'ouest, en passant par cinq des pays les plus peuplés de la planète.

S'il y a 46 millions d'enfants non scolarisés en Asie du Sud et de l'Est, dont 32 dans les pays situés au sud et à l'ouest de la région, le nombre d'enfants scolarisés atteint à ce jour un niveau inédit. En effet, la scolarisation a nettement progressé dans la plupart des pays pendant la décennie 1990-2000, pour les garçons comme pour les filles. Cependant, nombreux sont les élèves qui abandonnent l'école avant la fin de leurs études primaires. Ainsi, en Inde, au Laos et au Myanmar, la moitié seulement des enfants qui entrent en primaire atteindront la cinquième année. C'est pourquoi la région compte toujours, au niveau mondial, le plus grand nombre d'enfants non scolarisés.

Contact : Anuja Singh, UIS
e-mail : a.singh@unesco.org

Halte à la fuite des cerveaux

L'UNESCO et Hewlett-Packard ont uni leurs forces pour tenter de freiner l'exode massif des jeunes scientifiques du sud-est de l'Europe. La société informatique a fourni du matériel GRID Computing dernier cri aux universités de Bosnie-Herzégovine, de Croatie et de Serbie et Monténégro. Cette livraison constitue la première phase d'un projet visant à trouver des solutions pour maîtriser la fuite des cerveaux de l'Europe du Sud-Est.

Ce matériel permettra aux universités de proposer un enseignement à distance et de lancer des projets de recherche en collaboration avec les chercheurs émigrés, profitant ainsi des connaissances et de l'expérience acquises par la diaspora scientifique des trois pays concernés.

Parmi les initiatives prévues, la faculté des sciences de l'université de Split va lancer un site interactif qui permettra aux physiciens croates sur place et à l'étranger d'échanger informations et données. La faculté de génie

électrique de l'université de Belgrade lance une expérience pilote de laboratoire électronique avec des scientifiques serbes installés en Suisse. Celle de l'université de Podgorica crée un site Internet qui reliera les chercheurs monténégrins ayant émigré ces dix dernières années à leurs collègues au pays. En Bosnie-Herzégovine, la faculté des sciences de l'université de Sarajevo et la faculté de génie électrique de l'université serbe de Sarajevo créeront des programmes d'enseignement à distance en collaboration avec des chercheurs expatriés.

Dans le sillage de ces projets, l'UNESCO pense étendre ce programme à d'autres régions du monde victimes de la fuite des cerveaux.

Contact : Stamenka Uvalic-Trumbic, UNESCO Paris
e-mail : s.uvalic-trumbic@unesco.org

Repenser les partenariats

L'absence de partenariats sérieux entre gouvernements et organisations internationales constitue l'une des principales raisons des progrès trop lents de l'Education pour tous. Telle est la conclusion de la première évaluation d'ensemble concernant l'aide internationale au développement de l'éducation de base sur la période s'étendant de 1990 à 2002, évaluation consignée dans un rapport intitulé *Solutions locales à des défis mondiaux : vers un partenariat efficace en éducation de base*.

« On pense trop souvent que les organisations et les gouvernements ne peuvent coopérer qu'en adoptant une approche large, sectorielle. Or l'évaluation remet cela en cause », explique Lene Buchert, directrice de la Section de l'éducation primaire de l'UNESCO.

D'après le rapport, la volonté d'améliorer l'éducation de base grâce à des solutions élaborées sur place fait trop souvent défaut. A trop appliquer « des schémas directeurs, des modèles et des solutions toutes faites », les programmes ont tendance à s'éloigner des besoins et des capacités locales. Et ils ne prennent pas en compte le retour d'information depuis le terrain.

L'évaluation révèle aussi que si l'aide extérieure a contribué au développement de l'éducation de base, l'accent mis sur l'enseignement primaire classique a détourné

l'attention et les financements de l'alphabétisation des adultes et d'autres programmes d'éducation non scolaire.

L'évaluation, menée sur deux ans et achevée en 2003, permet de mieux cerner les obstacles aux progrès de l'éducation pour tous. Elle est le fruit d'un partenariat exceptionnel entre treize organisations nationales et internationales qui proposent des financements ou une aide technique, et quatre pays, la Bolivie, le Burkina Faso, l'Ouganda et la Zambie.

Contact : Lene Buchert, UNESCO Paris
e-mail : l.buchert@unesco.org

L'Afrique en mal d'enseignants

Il y avait 73 millions d'enfants africains sur les bancs de l'école en 1987. Ils étaient 106 millions en 2001. Pour généraliser l'éducation primaire, les systèmes scolaires africains devront en accueillir 180 millions en 2015.

Si l'Afrique veut relever ce défi colossal, le nombre d'enseignants doit progresser plus vite que celui des élèves, selon un rapport intitulé *La question enseignante dans la perspective de la scolarisation primaire universelle dans les pays CEDEAO, CEMAC et PALOPs**.

Il suffirait que le nombre d'enseignants du primaire augmente de 2,5 % par an, au lieu de 2,3 %, jusqu'en 2015. Mais ces chiffres, qui englobent tout le continent, masquent les difficultés, autrement plus sérieuses, qu'auront à surmonter les trois sous-régions d'Afrique subsaharienne : le nombre de professeurs devrait augmenter deux fois plus vite dans les pays de la CEDEAO, trois fois plus vite dans les pays du PALOPs, et plus de quatre fois plus vite dans la CEMAC.

Même avec les promesses d'aide de la communauté internationale, les objectifs de l'Education pour tous semblent bien difficiles à atteindre pour les pays les plus pauvres. C'est ce que souligne le rapport, publié conjointement par une structure de coopération française, le Pôle de Dakar, et le bureau de l'UNESCO à Dakar.

* Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest, Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale et Pays d'Afrique de langue officielle portugaise.

Contact : Pôle de Dakar
e-mail : poledakar@poledakar.org



L'enseignement néglige les langues maternelles

Les experts l'affirment : les élèves réussissent mieux lorsque l'enseignement se fait à la fois dans leur langue maternelle et dans la langue nationale officielle. Mais une enquête de l'UNESCO indique que si l'utilisation des langues maternelles dans l'enseignement gagne du terrain, rares sont les pays à avoir intégré cette donnée dans leurs systèmes éducatifs.

« Les langues maternelles devraient être privilégiées dans les systèmes éducatifs dès le plus jeune âge », préconisait le Directeur général de l'UNESCO, Koïchiro Matsuura, dans son message du 21 février, à l'occasion de la Journée internationale de la langue maternelle.

L'Inde compte 80 langues utilisées à tous les niveaux de l'enseignement. A l'opposé, sur le continent africain où 2 011 langues sont parlées, les langues des anciennes puissances coloniales, anglais, français, espagnol ou portugais, dominent toujours, tout comme en Amérique latine. En Europe, l'enseignement se cantonne aux langues de l'Union.

La sauvegarde des langues est pourtant une urgence dans quelque 200 pays. Un coup d'œil à l'*Atlas des langues en péril dans le monde* (UNESCO, 2001) montre que 95 % des langues menacées ne sont parlées que par 4 % de la population mondiale et que, en moyenne, ce sont deux langues qui disparaissent chaque mois.

Contact : Linda King, UNESCO Paris
e-mail : l.king@unesco.org

AVRIL

6-7

Réunion de consultation de la Décennie des Nations Unies sur l'alphabétisation • Organisé par UNESCO Paris • Paris, France
Contact : Maria Malevri, UNESCO Paris, m.malevri@unesco.org
Plus d'informations sur : www.unesco.org/education/litdecade

19-23

Atelier d'experts sur l'analyse et l'évaluation des politiques éducatives • Organisé par UNESCO Paris • Paris, France
Contact : Kacem Bensalah, UNESCO Paris, k.bensalah@unesco.org

20-22

XIV^e réunion internationale des coordonnateurs du Laboratoire latino-américain d'évaluation de la qualité de l'enseignement (LLECE) Organisé par UNESCO Santiago, le LLECE et le ministère argentin de l'Éducation • Buenos Aires, Argentine
Contact : Maite González, UNESCO Santiago, mgonzalez@unesco.cl

26-27

Première réunion des ministres de l'Éducation d'Amérique latine et des Caraïbes sur l'alphabétisation des jeunes et des adultes Organisé par UNESCO Santiago et le ministère vénézuélien de l'Éducation Caracas, Venezuela • Contact : Maria Luisa Jáuregui, UNESCO Santiago, mjauregui@unesco.cl

27-29

Forum de l'éducation d'Asie centrale • Organisé par UNESCO Almaty, UNESCO Tachkent, le bureau de zone de l'UNICEF en Asie centrale et au Kazakhstan et plusieurs ministères de l'Éducation Tachkent, Ouzbékistan • Contact : Aigul Khalafova, UNESCO Almaty, a.khalafova@unesco.org

28-29

Congrès ibéro-américain sur la violence à l'école • Organisé par l'UNESCO et l'Université catholique de Brasilia • Brasilia, Brésil
Contact : Mara Serli do Couto Fernandes, UNESCO Brasilia, marafernandes@unesco.org.br

MAI

10-14

Deuxième réunion intergouvernementale sur l'avant-projet de Convention internationale contre le dopage dans le sport Organisé par UNESCO Paris • Paris, France
Contact : Kevin Thompson, UNESCO Paris, k.thompson@unesco.org

27-29

Congrès sur l'adaptation de l'éducation aux évolutions contemporaines et aux besoins nouveaux • Organisé par l'UNESCO et l'Organisation des ministres de l'Éducation de l'Asie du Sud-Est (SEAMEO) Bangkok, Thaïlande • Contact : www.seameo-unesco.org

JUIN

14

Avant-congrès sur l'éducation intégratrice, précédant le congrès international sur la citoyenneté (15-17 Juin) • Organisé par l'UNESCO et l'Université norvégienne de Stavanger • Stavanger, Norvège
Contact : Kenneth Eklindh, UNESCO Paris, k.eklinth@unesco.org

14-16

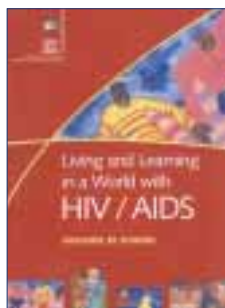
Éducation des adultes et réduction de la pauvreté : une priorité mondiale • Organisé par l'UNESCO/IUE, la Banque mondiale, le Conseil international d'éducation des adultes (CIEA) et l'Institut allemand pour la coopération internationale • Gaborone, Botswana
Contact : Madhu Singh, IUE, m.singh@unesco.org

JUILLET

20-21

Cinquième réunion du Groupe de travail sur l'Éducation pour tous Organisé par UNESCO Paris • Paris, France
Contact : Khawla Shaheen, UNESCO Paris, k.shaheen@unesco.org

● **Les classes multigrades : une contribution au développement de la scolarisation en milieu rural africain ?**, de Etienne Brunwic et Jean Valerien. Ce fascicule étudie en quoi les classes à plusieurs niveaux pourraient contribuer à l'éducation pour tous dans les pays en développement. Les auteurs présentent en détail les facteurs d'échec ou de réussite. Lorsque les conditions favorables sont réunies, les classes à plusieurs niveaux constituent une solution pour fournir aux enfants un enseignement de qualité à un coût raisonnable, en particulier dans les zones rurales. Disponible à l'adresse suivante : information@iiep.unesco.org.



● **Living and Learning in a World with HIV/AIDS**. Ce dossier propose du matériel pédagogique visant à promouvoir un environnement scolaire qui apporte un soutien aux personnes atteintes du VIH/sida. Trois brochures, illustrées de dessins d'élèves et destinées aux jeunes, aux enseignants et aux parents, sont destinées à sensibiliser les lecteurs et à lutter contre les discriminations.

● **Inégalités sociales à l'école et politiques éducatives**, de Marie Duru-Bellat. La question des inégalités sociales à l'école se pose dans tous les pays industrialisés, alors même que l'école entend participer à la démocratisation de la société. Dans cette brochure de l'IIEP, l'auteur examine l'origine et l'ampleur des inégalités observées dans les systèmes éducatifs, et passe en revue les politiques susceptibles d'y remédier. Disponible à l'adresse suivante : information@iiep.unesco.org.

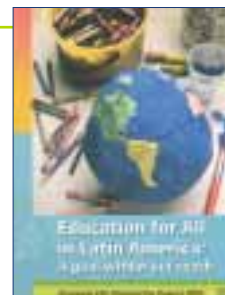
● **Open File on Inclusive Education. Support Material for Managers and Administrators**. Ce dossier, qui réunit des contributions du monde entier, offre une documentation de base à tous ceux qui s'efforcent de promouvoir l'éducation intégratrice au sein d'un système éducatif, et présente des expériences menées dans différents pays.

● **Empowering Adolescent Girls: Breaking the Poverty Cycle of Women – A UNESCO Pilot Project**. Lancé en 2002, ce projet s'adresse aux filles de 12 à 18 ans des zones rurales pauvres d'Asie du Sud (Bangladesh, Inde, Népal et Pakistan notamment), auxquelles il offre un éventail d'activités et de moyens conçus pour les aider à « devenir des actrices de la transformation sociale » et à s'affranchir de la pauvreté. L'ouvrage présente le projet tel qu'il fonctionne aujourd'hui et dresse le portrait de quelques jeunes participantes.

● **Planifier l'éducation en situation d'urgence et de reconstruction**. Comment et pourquoi faut-il adapter l'éducation aux situations d'urgence ? Margaret Sinclair, l'auteure de ce fascicule, montre que l'éducation contribue au retour à la norme et prévient d'autres conflits. Elle analyse les besoins des populations victimes de telles situations à l'aide d'exemples et de témoignages récents. Disponible à l'adresse suivante : information@iiep.unesco.org.

● **Education in and for the Information Society**, de Cynthia Guttman. Cette brochure figure parmi les documents préparés par l'UNESCO pour le Sommet mondial sur la société de l'information, en 2003. Ce travail s'interroge sur les défis des « sociétés du savoir », un concept avancé par l'UNESCO.

● **Education for All in Latin America: A Goal Within Our Reach. Regional EFA Monitoring Report 2003**. Publié par le bureau régional de l'UNESCO pour l'éducation en Amérique latine et aux Caraïbes, ce rapport dresse un bilan des progrès réalisés vers les six objectifs de l'EPT en Amérique latine. Il propose aussi un panorama des contributions de la société civile à l'élaboration et à la mise en œuvre des plans nationaux d'EPT. Disponible à l'adresse suivante : unesco@unesco.cl.



● **« L'éducation, une passerelle pour le dialogue euro-arabe ? », Perspectives, volume XXXIII, n° 4, décembre 2003**. Le dossier de ce numéro de la revue trimestrielle d'éducation comparée de l'UNESCO réunit différents articles consacrés à l'histoire des études arabes en Hongrie, à la tradition arabe de l'enseignement médical au regard de la tradition européenne, à l'islam dans les manuels scolaires allemands et à l'enseignement technique dans le cadre du dialogue arabo-européen. Prix : 7,32 €. Disponible aux Editions UNESCO : www.upo.unesco.org.

● **Education et approches sous-régionales en Afrique**. Cet ouvrage dresse l'état des lieux des politiques et des systèmes éducatifs en Afrique de l'Ouest, en Afrique centrale et dans les pays lusophones du continent. Publié par le Pôle de Dakar, une structure de coopération française, et le bureau de l'UNESCO à Dakar, il fournit des informations et des statistiques sur la proportion d'élèves qui, dans chaque pays, terminent leurs études primaires. Disponible à l'adresse suivante : poledakar@poledakar.org.



● **Sharing a World of Difference – The Earth's Linguistic, Cultural and Biological Diversity**. La langue, la culture et l'environnement sont à ce point imbriqués qu'on ne peut les dissocier lorsqu'il s'agit d'étudier et de préserver la diversité. D'où le terme de « diversité bioculturelle » qui définit un domaine de recherche nouveau et complexe, auquel cette brochure simple sert d'introduction. Une publication de l'UNESCO, en collaboration avec le World Wildlife Fund et Terralingua. Prix : 9,40 €. Disponible aux Editions UNESCO : www.upo.unesco.org

*Sauf précision contraire, toutes les publications sont disponibles gratuitement auprès du service de documentation et d'information de l'UNESCO, Secteur de l'éducation.
e-mail : sdi@unesco.org*

